



# NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

**EDITORIAL** ————— Septembre 2017 - n°165

## SOMMAIRE

*Page 1*

L'ARTICLE DU MOIS

***Entre indifférence et résignation,  
l'espoir***

*Page 3*

VU DANS LA PRESSE ET  
L'ÉDITION

*Page 4*

LES NOUVELLES DE NIH ONT UNE  
ÉNERGIE DURABLE

L'ACTUALITÉ DU CHF

*Bienvenue à Salomé, nouvelle  
volontaire en service civique au CHF !*

*Le CHF à la recherche de bénévoles  
motivés et amoureux d'Haïti*

Comment va Haïti en ce mois de septembre entre une crainte face aux ouragans qui fracassent les Antilles et aux séismes qui bouleversent la terre à Mexico ? Horribles souvenirs pour Haïti et sentiments d'impuissance et d'incertitude. N'est-ce pas suffisant ? Pourquoi faut-il, en même temps, subir au cœur même du pays, la menace d'un budget 2017-2018, approuvé par le Sénat et la Chambre des Députés ? Manifestement déséquilibré, il suscite protestations et manifestations dans un pays à peine remis du passage, en octobre 2016, de l'ouragan Matthews.

NIH se tient à l'écoute des Haïtiens mais s'étonne de ne voir, ni d'entendre, quasiment jamais, ni à la radio, ni à la télévision, ni dans les journaux ce mois-ci, le nom d'Haïti pourtant si proche de ces ouragans et menacé d'être atteint comme si, selon le titre du livre célèbre de Christophe Wargny " Haïti n'existe pas ".

## L'ARTICLE DU MOIS

### **Entre indifférence et résignation, l'espoir**

Qui ne serait bouleversé par les images et les récits cauchemardesques que la presse, écrite ou télévisuelle, nous a livrés des catastrophes qui ont dévasté les îles françaises des Caraïbes et la Floride ? Comme souvent le malheur, surtout lorsqu'il est aussi violent et inattendu, et qu'il nous est proche, estompé les autres événements, si importants soient-ils, et c'est normal. Pourtant cette fois, cette information omniprésente nous laisse une arrière-pensée, une sorte de sentiment d'injustice. Irma fut moins violent en Haïti qu'ailleurs mais il y a à peine un an, le cyclone Matthews ravageait l'île, provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes, la destruction des maisons et la ruine des campagnes dans un des pays les plus pauvres du monde où l'alimentation de la population est étroitement dépendante des cultures vivrières. On en a

parlé, certes, mais la communication fut bien moindre lors du passage d'Irma.

#### **Haïti s'en est bien tirée ?**

Avant l'arrivée du cyclone, on craignait pour Haïti mais on y faisait à peine allusion. L'ouragan Irma était présenté dans les médias comme quelque chose de jamais vu, aucun rappel n'a été fait de Matthews, qui date d'à peine un an, et de la fréquence des catastrophes naturelles en Haïti, pays classé parmi les plus vulnérables de la planète. A St Barthélemy et St Martin surtout, la détresse est grande, beaucoup se sentent abandonnés et se révoltent. Pourtant, le Président Macron a annoncé un « plan national de reconstruction », la « mise en place d'un fonds

d'urgence » et l'on sait que, dans de nombreux cas, les dégâts seront couverts par les assurances. Sans minimiser le malheur, on peut penser, à plus ou moins long terme, que l'épreuve sera atténuée.

En Haïti, les conséquences d'Irma seront moins graves que prévues. On l'a échappé belle... parfois sans le savoir et l'on constate les faits, simplement, sans se révolter, avec une sorte de résignation : "Bon Dieu bon", dit un de ceux que Alterpresse a rencontré (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article22076#.WcpYBLJJaUI>). "Nous savons qu'il y a un ouragan en route et que cela concerne les autres parties du pays. Mais vous êtes les premiers à venir nous parler de la menace qu'elle représente pour nous à Port-au-Prince, qui habitons tout près de la mer". "Je ne savais pas qu'un cyclone arrivait, parce qu'on ne reçoit pas l'électricité ici, donc on ne peut pas avoir d'informations", explique un autre.

Pourtant, les pluies torrentielles ont causé des dégâts importants sur la côte Nord, à Ouanaminthe, Fort Liberté. Seize communes ont été inondées. Dans les 6 départements touchés, plus de 10 000 personnes ont dû se réfugier dans des abris provisoires. Plusieurs milliers d'Haïtiens sont affectés par ces inondations et les abris d'urgence de Ouanaminthe sont saturés. L'aide fut distribuée par les autorités et les organisations internationales, mais autour de la rivière Massacre, frontière avec la République Dominicaine ayant débordé et inondé la région, l'acheminement des secours pour la survie des sinistrés et l'approvisionnement en nourriture furent particulièrement compliqués. Dans l'Artibonite, on a dû ouvrir les vannes du barrage Péligre, ce qui a contribué à inonder les cultures.

Malgré cela, en comparaison avec St Barth, St Martin ou la Floride, on a pu dire qu'Haïti a été épargnée par Irma, parce que l'ouragan est passé au nord de l'île. Pourtant, il a suffi de la proximité des ouragans pour inonder à nouveau des centaines de logements, détruire les récoltes et le bétail dans une partie du pays, rapprocher la menace d'un retour du choléra. Le pays a tout de même enregistré un décès et une disparition. Près de 5000 maisons ont été inondées et 8000 familles ont été déclarées sinistrées par les autorités.

Car en Haïti, même limités, les dégâts sont lourds de conséquences pour les victimes.

Certes, le gouvernement s'est félicité du fait que des prépositionnements d'équipements et de nourriture avaient été déjà faits dans les cinq départements les plus touchés avant les intempéries. « Le gouvernement a le contrôle de la situation et l'aide est en train d'être acheminée vers les communes affectées », a rassuré le ministre de l'Intérieur. Des efforts semblent avoir été faits mais qu'en aurait-il été si Irma était passée sur Haïti ?

D'autant que la Minustah se retire et que les ONG, Médecins sans Frontières notamment, sont assez peu

nombreuses à intervenir dans la région où les dommages causés par Matthews sont encore visibles.

## Un pays en danger

A tout malheur on peut trouver un responsable. Il y a bien sûr les carences du gouvernement, le poids de la dette de l'indépendance, l'action inopportune des puissances étrangères, la corruption... Mais la menace permanente que fait peser la nature sur le pays paralyse toute réaction et toute amorce de résilience. On a l'impression que, tels Sisyphe, les Haïtiens et ceux qui veulent les aider sont toujours obligés de recommencer ce qui a été fait la veille. Pas le temps de se relever tant bien que mal du Goudougoudou qu'arrive Isaac, puis Sandy, puis Matthews.

Les catastrophes naturelles sont inhérentes aux îles Caraïbes et particulièrement à Haïti, classé parmi les pays les plus vulnérables du monde. Les séismes sont inévitables et imprévisibles et nous savons que le réchauffement climatique amènera des cyclones de plus en plus intenses et fréquents. L'action sur l'environnement prônée par la plupart des grandes puissances ne peut pas résoudre les problèmes dans l'immédiat si tant est qu'elle ne puisse jamais le faire complètement.

Force est de constater que nous ne pouvons pas contraindre la nature. Mais nous pouvons tenter, pour atténuer les effets de sa violence, de comprendre pourquoi certains pays – les pays pauvres – sont plus vulnérables que d'autres, pourquoi, à force égale, les éléments peuvent être plus ou moins destructeurs. Il convient de s'interroger sur ce qui a permis à des pluies certes fortes, mais en rien équivalentes à celles d'un ouragan, de causer autant d'inondations, à des vents moyens, d'arracher des toitures...

## Etat des lieux

Un examen de la situation s'impose, même si nous en connaissons déjà en grande partie la teneur :

- Le passage d'Irma a permis de vérifier que, si à la tête de l'État les ordres sont passés, l'exécution a souvent suivi de façon décalée. Les autorités départementales, les mairies, les Casecs, (Conseil d'administration de la Section Communale) manquent de moyens et ne peuvent pas toujours réagir rapidement, organiser les secours et avertir les populations de l'imminence du danger.

- L'organisation manque pour informer la population à l'école, à l'église, dans les marchés et autres lieux de socialisation des risques encourus vis-à-vis des catastrophes naturelles. Les Haïtiens des campagnes ne sont pas tous équipés pour recevoir les nouvelles à cause des problèmes d'électricité, entre autres. Les populations les plus vulnérables sont livrées à elles-mêmes.

- Même si des formations commencent à être mises en

place dans certaines communes, elles sont encore très insuffisantes. Qui invite les responsables locaux à organiser chaque année des exercices d'alerte, de sauvetage, d'évacuation dans leur zone de responsabilité ?

- L'absence de planification urbaine qui aboutit à voir des maisons construites en zones inondables est un facteur aggravant. Il y a aussi le manque ou sinon l'absence de nettoyage par les autorités des réseaux de canalisation d'évacuation des eaux qui sont bouchés par des alluvions et des déchets.

- Le code de construction est souvent mal ou pas respecté.

- Le déboisement entraîne glissements de terrain et coulées de boue.

- Les abris, de même que les équipements, sont insuffisants. Par exemple, pour couvrir l'ensemble du département du Nord, soit plus d'un million de personnes, il n'y avait que 3 ambulances disponibles.

- Lorsqu'un champ est inondé, une toiture arrachée, aucun système d'assurance ne protège les habitants.

- Malgré une certaine évolution des mentalités, le pays attend encore beaucoup trop de l'intervention des ONG et des financements internationaux.

### Alors que faire ?

Agir, bien sûr et beaucoup le font. La tâche est telle que nous ne pouvons tout embrasser. N'est-il pas urgent, parallèlement aux actions immédiates que beaucoup

d'entre nous mènent avec courage et détermination, de prendre du recul, de travailler ensemble pour redéfinir des priorités ? Evidemment, en ce qui concerne Haïti, tout est prioritaire, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, la pauvreté, pour ne citer que les éléments les plus importants.

Mais à bien y réfléchir, les catastrophes naturelles ont un impact sur **tous** les aspects de la vie des Haïtiens.

Le rôle de l'Etat est primordial mais la société civile et les ONG peuvent aussi avoir leur efficacité. Réussir à mettre en place des systèmes de prévention, une meilleure organisation au niveau des responsables, l'information, l'éducation à l'école, en s'inspirant par exemple de ce qui est fait au Japon. L'éducation des citoyens adultes, un début de protection financière, une prise de conscience de la responsabilité de chacun, contribuerait certainement à réduire les effets dramatiques des catastrophes.

Comme nous l'avons dit plus haut, cela suppose une réflexion et un effort collectifs de la part des Haïtiens et de tous ceux qui veulent les aider. L'enjeu est capital.

## VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

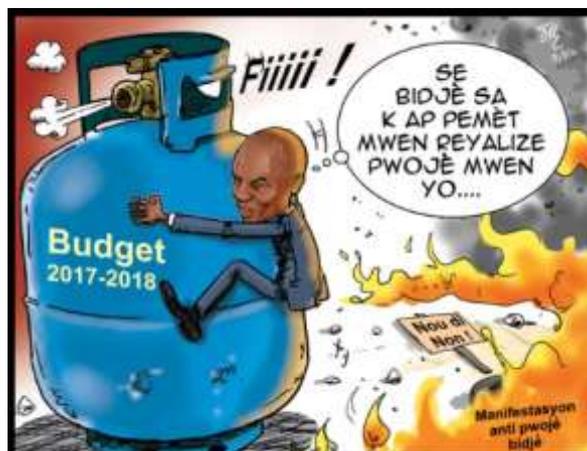
### Le Nouvelliste - 13/09/2017 - Jovenel Moïse entend publier le budget « tel quel », annonce Guichard Doré

Les manifestations de ces derniers jours, quoique violentes, ne vont pas changer la position du chef de l'Etat concernant la publication de la loi de finances 2017-2018 déjà votée au Parlement. « Le président va publier le budget tel quel dans Le Moniteur », a annoncé Guichard Doré. Le puissant conseiller spécial du chef de l'Etat juge sans fondement les critiques portées contre le budget et reconnaît le droit à l'opposition politique de manifester, mais dans le respect de la loi.

Jovenel Moïse maintient le cap sur le budget. Il n'entend pas céder aux pressions de la rue.

Avant le début de l'exercice fiscal, c'est-à-dire avant le 1er octobre, la loi de finances sera publiée dans le journal officiel Le Moniteur et imposable à tous, a annoncé avec autorité et assurance Guichard Doré,

conseiller spécial du chef de l'Etat. « On va publier le budget... », a-t-il soutenu.



« C'est ce budget qui me permettra de réaliser mes projets »

« Pourquoi formuler des objections au budget 2017-2018 ? Pour faire des objections, il faudrait avoir des griefs contre le budget. Or, il se trouve que les critiques portées contre le budget sont sans fondement », a estimé le conseiller spécial de Jovenel Moïse.

Selon lui, personne ne peut prouver que le budget de la République est déséquilibré et que les prévisions de recettes ne correspondent pas avec les dépenses. « Nous

avons un budget en équilibre et voté au Parlement. La colonne des dépenses et celle des recettes sont équilibrées. Les sources de financement sont clairement identifiées... », a expliqué Guichard Doré.

S'agissant des critiques portées contre l'augmentation des taxes relatives au passeport, il a fait remarquer que des dispositions ont été prises à travers le monde pour sécuriser les documents de voyage et qu'Haïti

imprime ses passeports en Allemagne à 70 dollars l'unité, ensuite il y a le transport..., a-t-il énuméré pour justifier l'augmentation des dites taxes dans le budget. [...]

## **USAID Haïti – 13/09/2017 – Projet de loi de finances 2017-2018 : entre désinformation et réelles préoccupations**

Raymond Aron, sociologue et politologue français du 20e siècle a dit que le choix en politique n'est pas entre le bien et le mal, mais entre le préférable et le détestable, et lorsque l'on considère l'effervescence qu'il y a autour du budget 2017-2018, nous sommes tentés de dire que l'administration Moïse/Lafontant a choisi le détestable, car les nouvelles dispositions fiscales du projet de loi de finances soulèvent des mécontentements chez plus d'un. De l'augmentation des taxes à l'impôt forfaitaire de dix mille (10,000.00) gourdes en passant par la Contribution foncière sur les Propriétés bâties (CFPB), jamais un budget n'a été aussi médiatisé et sa cote d'impopularité égale, pour ne pas

dire surpasse, celle du projet de loi de finances 2013-2014.

En effet, nombreux sont les secteurs de la vie nationale qui accusent le projet de loi de finances 2017-2018 comme étant un projet de loi anti-peuple visant à priver la population de ses derniers centimes. Les réseaux sociaux s'enflamment, la diaspora haïtienne s'affole et les tentatives d'explication des ministres concernés se font rares et peu convaincantes. Cependant, les nouvelles dispositions fiscales proposées par le gouvernement Lafontant sont loin d'être arbitraires.

## **L'Express – 09/09/2017 – Irma : à Haïti, les sinistrés blâment les mauvaises infrastructures**

Haïti se réjouit de ne pas avoir été autant affectée que prévu par l'ouragan Irma mais, le long de la route qui relie Cap-Haïtien à la frontière dominicaine, les sinistrés des inondations enragent contre cette voie qu'ils considèrent responsable de leur situation.

« Jamais on n'avait de tels dégâts à cause des cyclones avant la construction de la route », témoigne Luckner Manigat, 52 ans, qui est né et a passé toute sa vie dans la zone de Malfety, aujourd'hui partiellement sous les

eaux.

D'un côté de la voie asphaltée, les maisons sont intactes et rien ne laisse suggérer que des pluies torrentielles se sont abattues pendant la nuit. De l'autre, les habitants vont et viennent dans leurs habitations, certaines envahies par un mètre d'eau, avec l'espoir de sauver ce qui pourrait encore l'être. [...]

## **Les nouvelles de NIH ont une énergie durable**

**NIH n°159,160 et 161 (février, mars et avril 2017) : trilogie de numéros autour de la gestion des catastrophes naturelles en Haïti**

## **L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE**

### **Bienvenue à Salomé, volontaire en service civique !**

Salomé Vincent, étudiante en psychologie, a rejoint l'équipe du CHF la semaine dernière pour une mission de 9 mois. Elle appuiera l'animation du réseau et la communication du CHF, mais pas seulement ! Dans le cadre du service aux membres du CHF, elle pourra

accompagner les associations membres dans la création d'outils de communication autour d'événements (affiches, flyers...). Nous sommes prêts à recevoir vos sollicitations !

### **Le CHF à la recherche de bénévoles motivés et amoureux d'Haïti**

Le CHF vous propose de devenir bénévoles pour cette année ! Vous trouverez le détail des activités proposées sur notre site internet, à cette adresse :

<http://www.collectif-haiti.fr/actualite-du-chf-276-devenez-benevole-au-collectif-haiti-de-france->

A bientôt !

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Edwinn COULANGES, Ghislaine DELEAU, Geneviève GREVECHE-LERAY, Bernard LERAY-GREVECHE, Elisabeth MERARD.

Directrice de publication : Ornella BRACESCHI.

Tél : 01 43 48 31 78 / [comiteredaction@collectif-haiti.fr](mailto:comiteredaction@collectif-haiti.fr) / [www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)